

**INTERVENTION DE CHRISTOPHE ROUILLON, PRÉSIDENT DU GROUPE PSE DU
CDR,**

**EN REPLIQUE À TYTTI TUPPURAINEN,
MINISTRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES POUR LA PRÉSIDENTE FINLANDAISE
DU CONSEIL DE L'UE**

BRUXELLES, 9 OCTOBRE 2019

DEBAT SUR LA TRANSITION DIGITALE ET ECOLOGIQUE

Madame la Ministre,

Le programme de la présidence finlandaise est particulièrement ambitieux et je peux vous assurer que vous pouvez compter sur notre famille politique pour vous soutenir autour de vos priorités du renforcement des valeurs communes et de l'état de droit, de la construction d'une Union européenne plus inclusive et d'une Europe-championne dans la lutte contre le changement climatique.

Le dénominateur commun de ces priorités est bien entendu la nécessité de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable. C'est pourquoi nous réclamons que ceux-ci soient clairement établis comme la stratégie de développement à long-terme de l'Union Européenne pour succéder à la Stratégie Europe 2020 et intègrent un ensemble d'objectifs économiques, sociaux et écologiques et d'indicateurs contraignants mais configurés de telles façon qu'ils puissent être applicables territorialement.

Les ODD doivent devenir le cadre d'action pour toutes les politiques européennes et notamment pour la gouvernance économique. Ils doivent primer sur le Semestre Européen en particulier. C'est un enjeu essentiel de lisibilité et de légitimité pour l'action de l'Union Européenne.

Madame la Ministre,

Nous concordons avec vous dans le constat que les transitions numériques et écologiques sont interconnectées.

Elles le sont parce que la transition numérique a une empreinte écologique directe - surtout en matière de consommation énergétique - et indirecte et je pense là notamment aux pratiques sociales et sociétales dont le numérique encourage le développement, comme le tourisme.

D'autre part, la numérisation est une condition essentielle de la réalisation de la transition écologique, notamment pour répondre aux besoins de pilotage complexes des systèmes énergétiques.

Chacune de ces transitions a des conséquences pour nos modes de production et de consommation. Qui dit production, dit bien sûr compétences et emploi, et qui dit consommation, dit revenus mais aussi changement de la culture de nos sociétés de consommation traditionnelles.

Permettez-moi donc de présenter les revendications de notre groupe pour assurer la cohésion et la solidarité de ces transitions:

1) nous souhaitons que l'Union Européenne puisse apporter les garanties que la transition numérique ne précarise pas l'emploi, ne tire pas vers le bas les standards sociaux et ne déshumanise pas les travailleurs. Nous demandons donc que la réglementation au niveau européen en matière de travail et de protection sociale soit étendue à l'économie des plateformes et à ses travailleurs.

2) les transitions écologique et numérique sont également indissociables par leur empreinte sociale et territoriale:

En effet, un rapport présenté en février de cette année par l'Agence européenne pour l'environnement intitulé «*Expositions inégales et impacts inégaux: vulnérabilité sociale à la pollution de l'air, au bruit et aux températures extrêmes en Europe*»¹ apporte la preuve statistique que la répartition de ces menaces environnementales reflète étroitement les différences de revenus, de chômage et de niveaux d'éducation.

En d'autres mots, ce sont les régions faisant face aux plus grands défis de cohésion sociale qui sont aussi les régions les plus exposées aux enjeux du développement durable et du changement climatique.

Sur fond de crise de territoires au sein desquels le sentiment d'abandon conduit à un repli identitaire – pensez aux gilets jaunes en France -, la mise en œuvre d'un Green New Deal pour l'Europe ne pourra pas être l'apanage des grandes métropoles seulement. Dans la continuité des principes de la politique de cohésion, une priorisation des futurs

¹ <https://www.eea.europa.eu/highlights/protect-vulnerable-citizens>

investissements publics sur les territoires en déclin devrait permettre d'adjoindre la lutte contre les inégalités sociales et territoriales au combat contre la crise environnementale.

C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité de maintenir l'enveloppe budgétaire pour une PAC plus durable et pour une politique de cohésion sans laquelle l'objectif d'aboutir à un budget européen qui soit consacré à hauteur de 30% pour le développement durable est inatteignable.

C'est pourquoi nous réclamons également la mise en place d'un Fonds pour la Transition Juste qui devrait en particulier contribuer à atténuer les conséquences sociales, socio-économiques et environnementales que les changements structurels provoqueront dans les régions charbonnières en Europe.

C'est pourquoi nous réclamons un programme européen en faveur du logement durable

Bien entendu il faut que le budget soit à la hauteur de ces ambitions de transition écologique et numérique. C'est pourquoi nous avons encore réitéré hier le besoin d'une contribution des Etats membres à au moins 1,3% de leur RNB. Et si les Etats ne veulent pas s'engager davantage, qu'ils aient au moins le courage d'y pallier en intégrant de nouvelles ressources propres.